

*Initiatives ministérielles*

Sa famille est pauvre. Son père a été mis à pied. Le directeur de l'usine a mis cela sur le compte du libre-échange. Sa mère reste à la maison pour prendre soin de sa petite soeur. Les garderies: inabornables. Il va à l'école le ventre vide. Il est de petite taille pour son âge. Il n'est pas en bonne santé, il a honte, et il prend de plus en plus de retard en classe. Les autres enfants le taquent, le traitent de tous les noms à cause de ses vieux vêtements. Est-ce à cela que ressemble un système plus efficace? Réduire les coûts, est-ce que cela veut dire ôter leur sécurité à un enfant et à ses parents?

Les programmes sociaux ne sont responsables que de 6 p. 100 du déficit fédéral. Entretemps, selon l'ouvrage *The Quick and the Dead—Brian Mulroney, Big Business and Seduction of Canada*, dont l'auteur est Linda McQuaig, le gouvernement peut amasser 6,8 milliards de dollars de plus en supprimant les allègements fiscaux.

Permettez-moi de parler brièvement de ce livre de Linda McQuaig, une éminente journaliste. Il brosse un terrible portrait de la cupidité et de l'ambition des gens au plus haut niveau, ainsi que des répercussions de tout ceci sur le sort de la nation. Essayons-nous de modifier le Canada avec ce projet de loi?

Pourquoi ne pas faire disparaître les échappatoires fiscales plutôt que de venir enlever le pain de la bouche des enfants? Le gouvernement a-t-il peur de déplaire aux gens qui comptent le plus pour lui, les riches dirigeants de sociétés et leurs héritiers? Est-ce ces gens qui représentent les 12 p. 100 que le gouvernement obtient encore dans les sondages? Les autres 88 p. 100 se retrouvent-ils dans la classe moyenne et chez les petits salariés? Je le suppose.

Non, le gouvernement ne pouvait risquer de menacer sa popularité en offensant les riches et les grosses sociétés. Oubliez les petites entreprises du pays. Oubliez que ce sont les gens de la classe moyenne qui paient la majeure partie des impôts au Canada.

Dans une oeuvre intitulée *Unto This Last, Essay iii*, l'écrivain et philosophe John Ruskin a déclaré:

Attendu qu'on considère depuis longtemps que les pauvres n'ont aucun droit sur les biens des riches, je souhaite qu'on considère également que les riches n'ont pas plus le droit de s'approprier les biens des pauvres.

Pourquoi le gouvernement ne laisse-t-il pas aux pauvres ce qu'ils ont et n'essaie-t-il pas d'améliorer leur sort au lieu de leur prendre le peu qu'il leur reste?

Pour 1,5 million de Canadiens, les problèmes d'impôt sur le revenu et l'impôt foncier ne sont plus des sujets de préoccupation. Pourquoi? Parce que le gouvernement a fait disparaître leur emploi et va probablement leur pren-

dre leur maison également, en appliquant une politique qui consiste à laisser jouer les lois du marché, la loi de la jungle. Les intéressés sont sans travail et ils craignent pour l'avenir de leurs familles. Le sort des chômeurs et des pauvres de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique n'est pas différent de celui de leurs semblables dans toute autre province, comme le Manitoba par exemple. Un pauvre est toujours un pauvre.

Or, 54 p. 100 de ces pauvres vivent dans les trois provinces qui vont être touchées par ce projet de loi. Le gouvernement affirme qu'elles sont riches. Par rapport à quelles autres provinces? Tout est relatif. La plus grande aspiration de toutes les provinces devrait-elle être d'avoir un déficit également? Je m'inquiète du précédent qu'on établit pour les autres provinces à l'avenir, car le gouvernement est obsédé par la réduction du déficit.

J'aimerais attirer brièvement l'attention de la Chambre sur le Comité permanent des Affaires sociales, des Sciences et de la Technologie qui, dans son rapport du 1<sup>er</sup> janvier 1991, *La pauvreté dans l'enfance: Vers un avenir meilleur*, dit clairement qu'il faut investir pour aider les enfants dans la pauvreté. Dans 20 ans, nous récolterons beaucoup plus d'avantages de nos dépenses pour réduire la pauvreté que pour réduire le déficit, car c'est un investissement dans l'avenir de notre pays.

Selon le gouvernement, il s'agit d'un projet de loi de finances. Lors de la séance d'information qui a été tenue pour l'opposition, les fonctionnaires du ministère des Finances nous ont expliqué l'objet du projet de loi, la nécessité de faire des économies et ils nous ont mis en gard: «Le gouvernement ne peut pas faire une bonne gestion financière, au nom des contribuables canadiens, si l'on permet que ces paiements de transfert augmentent sans restrictions.»

Comment se fait-il que le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ne nous ait pas fait de séance d'information pour nous expliquer comment, au nom des Canadiens, le gouvernement allait faire une bonne gestion sociale en faisant adopter ce projet de loi? Je n'ai pas vu le ministre de la Santé prendre la parole pour défendre ce projet de loi. Je me demande s'il n'est pas honteux de son gouvernement. Je suppose qu'il devrait l'être.

Il sait bien qu'il a placé le fardeau de la dette nationale sur le dos des malades, des jeunes, des chômeurs et des personnes âgées du Canada. Ce sont les femmes battues, les enfants abandonnés et toutes les autres victimes qui devront supporter la dette. Il n'y a plus de sécurité, plus rien de sûr, dans ce qu'on appelle le Canada.

Faire payer la dette nationale par les pauvres est devenu le mot d'ordre de ce gouvernement.